

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

27^{ème} année - N°5213 - Mardi 29 Septembre 2026 - Prix : 200 Fc

INNOVATION SCIENTIFIQUE :

Ahmed Said sacré lauréat i-Lab 2026



OSC ET AUTORITÉS LOCALES :

**Renouer le dialogue insulaire
pour renforcer l'action locale**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

17 Rabi al-Thani 1448

Prières aux heures officielles

Du 26 au 30 Septembre 2026

Lever du soleil:

05h 54mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 39mn

Dhouhr : 12h 02mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



EDUCATION :

Une nouvelle salle informatique pour l'Ecole Fundi Said Mnemoi

Dans le cadre de la journée de la solidarité « Solidarity Days 2026 », organisée chaque année par Africa Global Logistics (AGL), Moroni Terminal a inauguré et remis, ce jeudi 24 septembre, une salle informatique aménagée et équipée au sein de l'École primaire Fundi Said Mnemoi (Moroni Application).

Cette initiative s'inscrit dans le programme panafricain « École Prospère by AGL », destiné à améliorer durablement les conditions d'apprentissage des élèves en soutenant les établissements scolaires dans leurs besoins prioritaires. Le programme vise à renforcer les infrastructures éducatives, à faciliter l'accès aux équipements pédagogiques et numériques et à favoriser un environnement propice à la réussite scolaire.

«Aujourd'hui, nous allons réceptionner des équipements informatiques destinés à nos élèves pour renforcer leur travail quotidien. Ce n'est pas la première fois que Moroni Terminal fait le nécessaire pour accompagner cet établissement en matière d'informatique. Il est de notre devoir de bien conserver ces outils », a assuré Mariama Mze Ali Mzitrani, directrice de l'école. Elle a remercié la direction de Moroni Terminal pour cette nouvelle action en faveur de l'établissement.



ment. « Cette initiative traduit une conviction simple, portée par AGL et Moroni Terminal : investir dans l'éducation, c'est investir dans l'avenir.

Comme le rappelle une célèbre citation attribuée à Benjamin Franklin : « L'investissement dans le savoir est celui qui rapporte les meilleurs intérêts. » Cette phrase conserve aujourd'hui toute sa pertinence. Chaque fois qu'une société investit dans l'éducation de sa jeunesse, elle prépare son développement futur, sa prospérité et sa stabilité », a déclaré Abou Cheick Ahmed directeur général de Moroni Terminal. « Pendant longtemps,

l'accès au savoir dépendait largement des moyens dont disposaient les familles. Les élèves les plus favorisés avaient souvent accès à davantage de livres, d'informations et d'opportunités que les autres. Aujourd'hui, le numérique change profondément cette réalité. Grâce à un ordinateur, à une connexion et à un accompagnement pédagogique adapté, un élève peut accéder à des ressources éducatives qui, il y a encore quelques décennies, étaient réservées à une minorité privilégiée », a ajouté le patron de Moroni Terminal. « Pour AGL et Moroni Terminal, la richesse d'une famille ne devrait jamais déterminer la

richesse des connaissances auxquelles un enfant peut accéder.

Cette salle informatique n'est donc pas simplement une salle équipée d'ordinateurs. C'est un lieu d'apprentissage, de découverte et d'ouverture. C'est un espace qui permettra aux jeunes d'élargir leurs horizons et d'accéder à des connaissances qui étaient autrefois difficilement accessibles », a-t-il précisé. « À travers le programme École Prospère, Africa Global Logistics a fait le choix de placer l'éducation au cœur de son engagement social. À Moroni, cet engagement est porté par Moroni Terminal, au plus près des communautés avec lesquelles nous partageons chaque jour la vie économique et sociale de notre pays.

Au-delà de nos activités portuaires et logistiques, notre responsabilité est aussi de contribuer positivement et durablement au développement des communautés dans lesquelles nous opérons.

Par cette initiative, AGL et Moroni Terminal traduisent cette responsabilité en actions concrètes au bénéfice de l'éducation et de la jeunesse », a-t-il souligné. « Nous ne considérons donc pas cette action comme un simple don d'équipements. Elle traduit notre volonté de participer, à notre niveau et aux côtés des autorités éducatives, des enseignants et des familles,

à la construction d'un avenir offrant davantage d'opportunités à chaque enfant », a-t-il indiqué. De son côté, Anoufidine, inspecteur pédagogique représentant le ministère de l'Éducation nationale, a remercié le groupe AGL pour cette initiative.

« Un geste très important pour notre système éducatif, surtout pour cette école. Cet espace informatique va renforcer les compétences informatiques de ces élèves, mais aussi celles des enseignants, dont le travail sera facilité grâce à ce don de matériels informatiques. On sait tous qu'aujourd'hui, le numérique est devenu indispensable. Le monde va dans ce sens et les enfants doivent apprendre l'informatique dès leur jeune âge », a-t-il déclaré.

Il est à noter que ce même événement s'est également déroulé dans plusieurs pays d'Afrique où Africa Global Logistics (AGL) opère. Africa Global Logistics (AGL) est un opérateur logistique de confiance en Afrique, offrant des solutions logistiques, portuaires, maritimes et ferroviaires.

Avec plus de 24 000 collaborateurs présents dans 51 pays, AGL s'appuie sur une expertise développée depuis de nombreuses années pour fournir des services sur mesure et innovants à ses clients africains et internationaux.

Nassuf Ben Amad

ENVIRONNEMENT :

Poser les jalons du Comité national de la comptabilité du capital naturel

Du 25 au 26 septembre 2026, l'Hôtel Retaj de Moroni a abrité l'atelier de sensibilisation et de partage de connaissances dédié au processus de mise en place d'un système de comptabilité du capital naturel et du Comité national associé.

Organisée par le projet BGI (Biodiversité et Gestion Intégrée) en collaboration avec l'Université des Comores (à travers l'Herbier des Comores) et sous la tutelle de la Direction Générale de l'Environnement et des Forêts (DGEF), cette rencontre bénéficie de l'appui financier et technique du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et a rassemblé une cinquantaine de participants issus des ministères clés, de l'INSEED et de l'Université.

Lors du discours d'ouverture, le ministère de l'environnement, à travers son directeur de cabinet, M. Chafoudine Djamaldine, a rappelé que les forêts, les mangroves, les récifs coralliens, les ressources en eau et la biodiversité constituent le socle de l'économie et de l'identité du pays. Cependant, il a souligné une lacune majeure. Cette richesse

demeure largement invisible dans la comptabilité nationale classique.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) mesure la production de biens et de services, mais ne comptabilise pas la dégradation du capital naturel, risquant ainsi de donner l'illusion d'une croissance économique lorsque les ressources sont surexploitées. Pour corriger ce biais, l'adoption de la comptabilité du capital naturel, fondée sur le Système de comptabilité économique et environnementale des Nations Unies, permet de mesurer scientifiquement l'état des écosystèmes et les services qu'ils rendent à la société. Il a précisé que cette démarche répond aux engagements internationaux des Comores, notamment le Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montréal, tout en s'inscrivant dans les orientations stratégiques du Plan Comores Émergent. Mettant en exergue le lien direct entre la préservation de la biodiversité et l'attractivité touristique de l'archipel, l'intervenant a appelé à une synergie interinstitutionnelle indispensable à la réussite du futur Comité national.

L'appropriation de cet outil offre des avantages déterminants pour la gouvernance et la planification économique des Comores. Aussi, en fournissant des données



Credit photo BGI

fiables, harmonisées et comparables, la comptabilité du capital naturel éclaire les décideurs politiques pour arbitrer les choix budgétaires, investir efficacement et suivre l'impact réel des politiques publiques. L'atelier a également constitué un cadre de partage des travaux techniques réalisés entre juillet et septembre 2026 sur trois composantes essentielles : l'eau, le carbone et l'occupation du sol. Portées par l'Université des Comores,

l'INSEED, les agents des parcs et les ministères sectoriels, ces études démontrent l'utilité concrète de l'outil. L'opérationnalisation du Comité national garantira une coordination transversale pérenne entre les finances, la statistique et l'environnement afin de sécuriser le bien-être des générations présentes et futures. Dans la séance de clôture le coordonnateur national du projet, Mhoumadi Soihibou a informé les participants que le ministère allait

incessamment convier les différentes institutions à désigner leurs représentants au Comité National de Comptabilité du Capital Naturel (CN-CCN), « chargé d'assurer l'orientation stratégique, la coordination institutionnelle, la validation technique et l'appropriation nationale du processus de développement de la Comptabilité du Capital Naturel en Union des Comores ».

Mmagaza

INNOVATION SCIENTIFIQUE :

Ahmed Said sacré lauréat i-Lab 2026

Co-fondateur d'Ispiron Biotechnologies, le scientifique comorien a été distingué le 16 septembre à Paris pour eeVOLV™, un bioréacteur intelligent qui promet de produire moins cher les immunothérapies géniques, dans le but de rendre ces traitements accessibles à tous les patients.

C'est une victoire qui résonne au-delà des laboratoires. Le 16 septembre dernier, lors de la cérémonie des Concours d'innovation de l'État dans le cadre de France 2030, 109 projets ont été distingués dont 69 au titre du i-Lab, le plus exigeant de la deeptech française. Parmi eux, Ahmed Said, originaire des Comores, co-fondateur et directeur technique d'Ispiron Biotechnologies. Diplômé du Master IPFB – Ingénierie des Plateformes en Biologie de l'Université de Paris Cité, Ahmed Said a bâti un profil hybride. Celui de maîtriser le vivant et de concevoir les plateformes qui l'exploitent à grande échelle.

Il a fait ses armes chez Sanofi, en bioproduction, où il a découvert la fabrication industrielle des médicaments biologiques. Il rejoint ensuite SynHelix, start-up du Genopole d'Évry spécialisée dans la synthèse enzymatique d'ADN, jusqu'à son acquisition en 2022 par Univercells. Il co-fonde alors Ispiron avec Irina Gbalou, CEO.

Implantée entre l'Aube, Évry et Gif-sur-Yvette, la start-up va passer à 25 salariés.

Au concours i-Lab, leur œuvre eeVOLV™ a convaincu le jury. Une plateforme de bioréacteur intelligent et automatisée pour produire des médicaments d'avenir (anticorps thérapeutiques pour l'immunothérapie du cancer et vecteurs viraux pour la thérapie génique). Une innovation combinant culture cellulaire à très haute densité, système breveté de rétention cellulaire et perfusion en continu, le tout piloté en temps réel par un jumeau numérique propriétaire. Avec pour objectif de produire davantage dans un volume réduit à coût nettement inférieur. Deux brevets internationaux protègent déjà la technologie. L'idée est née sur le terrain. « Mon inspiration vient directement du terrain. Chez Sanofi, j'ai vu de près les verrous de la bioproduction, notamment des procédés lourds, des installations très coûteuses, des rendements encore limités. Or les biothérapies les plus innovantes restent extrêmement chères, et donc inaccessibles pour une grande partie des patients dans le monde, en particulier dans les pays du Sud. En rendant la bioproduction plus performante, plus compacte et moins coûteuse, nous voulons que ces traitements arrivent à tous les patients qui en ont besoin. », Souligne-t-il.

Le concours i-Lab, organisé par



le ministère français de l'enseignement supérieur et Bpifrance, fut selon lui une épreuve d'endurance. De février à juillet, l'équipe a consolidé ses résultats, prouvé la solidité de sa propriété intellectuelle et bâti un plan industriel crédible devant un jury d'experts. Ce label offre à la fois un soutien financier considérable, une crédibilité renforcée auprès des investisseurs et des laboratoires pharmaceutiques, ainsi qu'un accès privilégié au réseau Bpifrance, puis une visibilité nationale. «Lorsque

nous avons appris que nous faisons partie des lauréats, j'ai ressenti une immense fierté, d'abord pour toute l'équipe d'Ispiron, qui travaille sans relâche. Mais aussi une émotion plus personnelle, celle de voir un Comorien porter un projet de pointe reconnu par l'État français parmi les meilleures innovations technologiques du pays. » Ispiron va désormais valider eeVOLV™ sur de nouveaux cas d'usage et préparer l'industrialisation dudit produit.

Comme conseils à ses jeunes

concitoyens, il lance : « Osez. Votre origine n'est pas une limite, c'est une force. La science est universelle et a besoin de talents venus de partout. Investissez dans vos études avec rigueur et curiosité, visez l'excellence, croisez les disciplines, c'est là que naît l'innovation. Entourez-vous de mentors, acceptez l'échec, tendez la main à votre tour. La science peut changer des vies, et les Comores ont toute leur place dans cette aventure. »

Hamdi Abdillahi Rahilie

OSC ET AUTORITÉS LOCALES :

Renouer le dialogue insulaire pour renforcer l'action locale

La deuxième édition du « Dialogue OSC-Autorités locales » s'est tenue jeudi 24 septembre aux Comores, avec une formule basée sur la proximité et la visio-conférence. Associations, maires et partenaires techniques et financiers ont échangé sur les moyens de renforcer la participation citoyenne et la coopération au niveau local.

Organisée à partir de 13h30, cette rencontre est portée par le programme SHAWIRI, financé par l'Union européenne et mis en œuvre par un consortium composé de l'ECES, de MAEECHA, d'Earth Echo Communication et de la Croix-Rouge française. Elle a réuni des représentants de la société civile et des élus locaux autour d'un même enjeu : rapprocher les citoyens organisés des pouvoirs communaux afin de contribuer au développement du pays.

Cette deuxième édition s'est distinguée par son format. Contrairement au premier dialogue, organisé le 14 octobre 2025 en pré-



sentiel avec le déplacement des délégations entre les îles, les organisateurs ont privilégié cette fois la proximité. Les participants se sont réunis dans leurs îles respectives, tout en restant connectés par visio-

conférence pour permettre des échanges directs entre les îles.

À Mohéli, les travaux se sont déroulés dans la salle multifonctionnelle de Fomboni. À Ngazidja, les participants étaient réunis à l'hô-

tel Retaj de Moroni, tandis qu'à Ndzuani, la rencontre s'est tenue dans les locaux de l'UCCIA à Mutsamudu. Au total, 82 organisations de la société civile, 20 maires et 15 représentants de partenaires

techniques et financiers ont participé à cette deuxième édition. La répartition fait état de 28 OSC et 7 maires à Ngazidja, 30 OSC et 7 maires à Ndzuani et 24 OSC et 6 maires à Mwali. Les échanges ont notamment porté sur le bilan des deux dernières années d'accompagnement de MAEECHA auprès des organisations de la société civile. Des élus locaux ont également présenté leurs expériences et initiatives menées en collaboration avec la société civile, avant une séance de questions-réponses.

La discussion centrale a ensuite porté sur plusieurs préoccupations locales, notamment l'insertion des jeunes, la participation des femmes à la vie publique et le renforcement de la cohésion sociale. La rencontre s'est achevée par une synthèse commune, présentée simultanément dans les trois îles, suivie d'un mot de clôture partagé. Un cocktail dînatoire organisé sur chacun des sites est venu clôturer cette deuxième édition du dialogue entre société civile et autorités locales.

Riwad

ROUTES ÉVENTRÉES À MOHÉLI :

Le bitume manque après les travaux de la SONEDE

Après les interventions de la SONEDE sur les réseaux d'eau, plusieurs portions de route, pourtant récentes, restent dégradées à Mohéli. Les Travaux publics invoquent l'absence de bitume pour expliquer les difficultés à refermer les chaussées, tandis que des usagers s'interrogent sur les frais qu'ils auraient payés pour certaines interventions.

A Mohéli, la remise en état des routes après les travaux de la Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux (SONEDE) fait débat. Depuis décembre 2025, toute intervention nécessitant la destruction d'une chaussée doit, en principe, être préalablement autorisée par les travaux publics. Une équipe est chargée d'inspecter le site avant le début des travaux. Selon le directeur régional des Travaux publics, Boinali Elkabir, cette procédure vise notamment à mieux encadrer les interventions et à limiter les dégradations de la voirie. « Notre devoir est de fermer les endroits où ils ont intervenu », explique-t-il. Mais le responsable reconnaît que ses services ne disposent pas du bitume nécessaire pour

effectuer systématiquement ces réparations.

« Nous n'avons pas de bitume à Mohéli pour intervenir sur ces endroits », affirme-t-il. Faut de moyens, les services des Travaux publics seraient parfois contraints de solliciter l'appui d'une société chinoise présente sur l'île. Une demande aurait également été adressée au ministère chargé des Infrastructures, sans réponse à ce jour, selon le directeur régional. Boinali Elkabir rappelle qu'avant la mise en place de cette procédure, la SONEDE intervenait parfois sans autorisation préalable. Depuis décembre 2025, les responsables régionaux de la société auraient été invités à respecter cette nouvelle démarche. Mais sur le terrain, des interrogations persistent.

Un usager, qui a requis l'anonymat, affirme avoir payé des frais liés à une intervention sur le réseau d'eau de son secteur. Il estime que la remise en état de la chaussée devrait être prise en compte. « Nous avons payé pour une intervention. Une fois que la SONEDE termine, les services des Travaux publics doivent fermer cet endroit. Mais jusqu'à présent, ils n'ont rien fait.



Nous nous demandons donc où vont les frais que nous payons », témoigne-t-il. Une question reste ainsi posée : ces frais couvrent-ils uniquement l'intervention sur le réseau d'eau ou incluent-ils également la remise en état de la route ? À qui sont-ils versés et quelles prestations

couvrent-ils exactement ?

Au-delà des tranchées laissées sur certaines chaussées, cette situation met également en lumière les difficultés des Travaux publics à Mohéli à assurer l'entretien régulier de ces nouvelles infrastructures, réalisées à grands frais pour l'État. Elle sou-

lève aussi la question de la répartition des responsabilités, du financement des réparations et, le cas échéant, de la destination des frais éventuellement supportés par les usagers.

Riwad

CULTURE :

Zéro Galerie 5 peint l'avenir sur le sable

À Malé-Mbadjini, quinze artistes de Zéro Galerie 5 ont passé douze heures, dimanche, à peindre au bord de l'océan, au contact du public. Un mois après l'ouverture de leur galerie à Moroni, cette immersion artistique hors les murs se veut une manière de fédérer les peintres, de rapprocher l'art du public et de poser les bases de nouveaux projets culturels.

L'initiative intervient un mois seulement après l'ouverture, à Moroni, de « Zero Cinq Projects & Galerie », le premier espace d'exposition permanent porté par l'association Zéro Galerie 5. Dans un pays où les peintres évoluent souvent de manière isolée, sans marché structuré ni espaces de diffusion, la création de cette association répond à une nécessité : fédérer les artistes, mutualiser leurs efforts et leur offrir une visibilité collective. Après un mois passé entre ses murs, Zéro Galerie 5 a choisi d'éprouver son collectif hors les murs, dans un lieu populaire et symbolique.

Il est 7 heures à Malé, dans le Mbadjini. La plage est encore déserte, à peine animée par les premiers pêcheurs. C'est à cette heure matinale que les quinze peintres de l'association Zéro Galerie 5 installent leurs chevalets, pour ne les quitter qu'après 19 heures. Douze



heures d'immersion artistique. Le matin, la lumière est blanche et crue. Les chevalets sont installés à même le sable, les toiles calées par des pierres volcaniques. Les pinceaux circulent, les tubes d'acrylique s'ouvrent dans le vent. Certains peignent face à l'océan, d'autres esquissent rapidement les pirogues au loin. L'ambiance est studieuse, presque silencieuse, chacun concentré sur son œuvre.

Puis vient le dimanche. Vers 10 heures, Malé ne leur appartient plus. Les familles venues pique-niquer sous les filaos, les enfants,

les jeunes et les couples s'arrêtent pour observer les artistes au travail. Le cercle des quinze peintres s'élargit au fil des heures. On s'accroupit autour d'une toile encore fraîche, on pose des questions, on échange. La matinée studieuse se transforme progressivement en véritable rencontre avec le public. L'après-midi s'étire dans les discussions. Vers 17 heures, le décor change. Le ciel, chargé d'humidité, se teinte progressivement de vert, annonçant la fin de la journée.

Dans cette lumière particulière, instable et saisissante, la plage

prend une dimension presque picturale. Au cœur de ce tableau vivant qui aura duré de 7 à 19 heures, Seda, de son vrai nom Saïd Abdallah Ibrahim, peint sans bruit, du matin au soir. Connue à l'international, il reste à Malé un frère parmi les autres, les pieds dans le sable. Pour lui, cette journée n'est pas une simple sortie artistique. Elle répond à une nécessité : se retrouver, échanger et réfléchir ensemble à l'avenir de la peinture comorienne.

«Se rencontrer ainsi, de l'aube au crépuscule, pinceaux à la main, parler de projets d'avenir autour

d'une toile inachevée », constitue, selon lui, une manière de transmettre et d'éviter que la jeune génération ne fasse son chemin seule. Cette volonté de construire dans la durée est également portée par le directeur de l'association, Saïd Hachim Chatoï. Présent aux côtés des artistes tout au long de la journée, il défend une vision de Zéro Galerie 5 qui dépasse le cadre d'une simple galerie.

L'association doit, selon lui, devenir un mouvement capable de s'inscrire dans la durée. Cette journée de douze heures à Malé-Mbadjini, organisée un mois seulement après l'ouverture de la galerie, a ainsi été pensée comme un acte fondateur. Il s'agissait de se retrouver autrement que dans le cadre formel d'une réunion, en partageant une journée entière dans un lieu populaire, pour échanger sur les projets à venir et imaginer notamment des expositions itinérantes entre les îles.

À 19 heures, les tableaux disposés sur le sable commencent à sécher. Les peintres de Zéro Galerie 5 n'ont pas seulement partagé une journée au bord de la mer. Pendant douze heures, ils ont expérimenté une autre manière de faire vivre l'art comorien : au plus près du public, entre mer et volcan, les pinceaux à la main.

El-Aniou Fatima

ART :

Mohamed Iliassa, l'autodidacte d'Iconi qui fait voyager ses étoiles

À Iconi, Mohamed Iliassa a transformé une découverte fortuite en véritable métier.

Informaticien de formation et peintre autodidacte depuis 2002, il a fait des étoiles sa signature artistique. Avec 295 toiles à son actif, l'artiste a déjà vendu certaines de ses œuvres aux États-Unis, en France et à La Réunion, tout en poursuivant son activité entre peinture et vie de famille.

Il n'a jamais suivi de cours de peinture. Pourtant, depuis plus de vingt ans, le pinceau est devenu son outil de travail. Originaire d'Iconi, Mohamed Iliassa découvre la peinture en 2002 alors qu'il travaille comme secrétaire à l'école privée Mounatie, à Moroni. Chargé notamment de surveiller les enfants pendant leurs activités artistiques, il observe leurs gestes, leurs mélanges de couleurs et leur créativité. Peu à peu, l'envie de peindre s'installe.

« J'ai décidé de me lancer et de commencer à faire des étoiles », se souvient-il. Sa première œuvre, réalisée en 2002, est offerte à la directrice de l'école Mounatie.

Il ne se rappelle plus précisément du motif, mais garde en mémoire la satisfaction d'avoir réussi son premier tableau. « Je ne me souviens pas exactement de ce

que c'était. En tout cas, c'était réussi », raconte-t-il avec le sourire.

Pour se faire connaître, le jeune artiste choisit alors une méthode simple : le porte-à-porte dans les rues de Moroni et d'Iconi. « Je faisais du porte-à-porte pour les vendre. C'était au début et je voulais me faire de la publicité. Je les vendais entre 10 000 et 15 000 francs comoriens », explique-t-il. Plus de vingt ans plus tard, son activité a pris une autre dimension. Dans son atelier d'Iconi, 295 toiles sont aujourd'hui entreposées. Ses œuvres ont également franchi les frontières. Trois de ses tableaux se trouvent aux États-Unis, tandis que d'autres ont été acheminés en France et à La Réunion. La diffusion de ses œuvres à l'étranger repose en partie sur son entourage. Aux États-Unis, il raconte que son épouse a contribué à faire connaître son travail. « C'est grâce à mon épouse que j'ai réussi à vendre trois de mes étoiles en Amérique. Elle travaillait en 2023 avec des Américains. Une fois venus nous rendre visite à Iconi, ils ont été émerveillés et sont repartis avec trois de mes chefs-d'œuvre », raconte-t-il.

En France et à La Réunion, ce sont principalement des proches qui assurent la promotion et la vente de ses tableaux. Des œuvres qui partent ainsi au-delà de l'archi-



pel, sans que l'artiste ne cherche forcément à connaître leur prix de revente. « Je ne demande pas à combien elles sont vendues. Le plus important pour moi, c'est d'être reconnu », affirme-t-il. Mais derrière cette reconnaissance se cache un quotidien parfois difficile à organiser. Mohamed Iliassa doit concilier sa passion pour la peinture avec ses responsabilités familiales. Père d'une fillette de trois ans, il assure lui-même une grande partie de sa garde, son épouse travaillant à l'aéroport. « Avec ma fille de trois ans que je n'aime pas confier aux autres, je dois être à sa disposition 24 h/24, car ma femme travaille à l'aéroport. C'est avec moi qu'elle passe du temps et je dois la surveiller en permanence », explique-t-il.

Entre la peinture, sa vie de famille et une collaboration professionnelle dans un autre domaine, les journées sont bien remplies. Pour autant, il continue de peindre et de faire vivre cette activité qui lui permet de contribuer aux besoins de son foyer.

Pour Mohamed Iliassa, la peinture n'est donc pas seulement une passion. Elle est aussi devenue un métier et une source de revenus. Une conviction résumée en quelques mots : « Il n'y a pas de sous-métier. »

El-Aniou Fatima

CULTURE :

Elaslam lance le NuruTour à Moroni

Le slameur Elaslam a donné, dimanche 27 septembre, le coup d'envoi de sa tournée « NuruTour » au restaurant Le Régat, à Moroni Bacha. Pour cette première étape, l'artiste a partagé la scène avec plusieurs slameurs invités, devant un public réceptif, dans une ambiance conviviale marquée par des prestations scéniques et des échanges avec les spectateurs.

Le choix de Moroni pour lancer cette tournée répond, selon Elaslam, à la volonté de permettre au public de la capitale de vivre cette nouvelle aventure artistique à ses côtés. Le restaurant Le Régat s'est également imposé comme un cadre adapté à cette première soirée. « C'est un endroit calme et adapté aux soirées artistiques, particulièrement au slam », explique-t-il.

Au fil des prestations, le public s'est montré attentif et réceptif aux différentes propositions artistiques. Sabrina Mzé retient notamment l'interprétation de « Malenga na Mipvatso », marquée, selon elle, par la voix du slameur. Elle a également été touchée par sa capacité à prendre les noms de personnes présentes dans le public pour les inté-



rer à ses slams. Pour elle, le NuruTour « est prometteur ».

Pour Youssouf Ali, cette première soirée restera mémorable.

« Découvrir le slam, ça m'a fait voyager », témoigne-t-il. Il garde notamment en mémoire la prestation d'Elaslam et Géré El-Mourad autour de « Laina », interprétée

d'une autre manière. Avec le NuruTour, Elaslam souhaite aller à la rencontre de différents publics à travers plusieurs localités de l'île. Il explique avoir privilégié des endroits où le slam est encore moins présent, tout en cherchant à rencontrer des personnes qui suivent son travail. Pour lui, la scène

reste essentielle dans la pratique du slam. « Le slam doit avant tout se vivre sur scène, pas seulement à travers des enregistrements », souligne-t-il.

La tournée sera également l'occasion pour Elaslam de partager la scène avec plusieurs artistes. Géré El-Mourad, Oubeid le Slameur,

Esto, Abou le Slameur ou encore Slamir figurent parmi les slameurs annoncés autour de cette aventure. L'artiste promet « beaucoup d'énergie et de surprises » au public au fil des prochaines étapes. Elaslam ne souhaite toutefois pas inscrire le NuruTour autour d'un thème précis. L'objectif est avant tout de faire voyager le slam à travers l'île, de toucher différents publics et de continuer à progresser sur scène. Le lancement au Régat, qu'il décrit comme une réussite, lui aurait donné davantage de motivation pour poursuivre la tournée.

Le nom de cette tournée fait directement référence à « Nuru », son dernier EP sorti en 2025. Un projet auquel l'artiste accorde une place particulière dans son parcours, estimant qu'il lui a permis d'ouvrir de nouvelles portes et de toucher un nouveau public. « C'est aussi mon projet slam préféré », confie-t-il. Pour Elaslam, « Nuru » représente également une histoire personnelle, celle d'une lumière apparue dans une période difficile. Le NuruTour entend ainsi prolonger cette histoire sur scène et faire vivre l'univers de l'EP à travers différentes localités.

Mohamed Ali Nasra

LIBRE OPINION

Filariose lymphatique : après 25 ans de combat, les Comores
entrevoient la fin d’une maladie qui a marqué des générations

Après plus de 25 années de lutte, les Comores se rapprochent d’un objectif longtemps considéré comme difficile à atteindre : mettre fin à la transmission de la filariose lymphatique. Avec l’appui de l’Organisation mondiale de la Santé et de ses partenaires, le pays a renforcé les campagnes de traitement. Les dernières évaluations sont encourageantes et laissent entrevoir une possible élimination dans les prochaines années.

Pendant longtemps, la filariose lymphatique a fait partie du quotidien de nombreuses familles comoriennes. Dans certaines localités, les séquelles de la maladie étaient particulièrement visibles : jambes gonflées, éléphantiasis, hydrocèles et difficultés importantes à se déplacer ou à travailler. Derrière ces manifestations physiques se cachait une autre réalité, moins visible mais tout aussi lourde : la stigmatisation. Certaines personnes atteintes étaient confrontées au regard des autres, à l’isolement et parfois au rejet social. La maladie pouvait

également réduire la capacité de travail et affecter durablement les revenus des familles.

Une maladie qui peut laisser des séquelles pendant des années
La filariose lymphatique est une maladie parasitaire transmise par les moustiques. Elle est principalement due, en Afrique, au parasite *Wuchereria bancrofti*. L’infection peut rester silencieuse pendant plusieurs années avant d’entraîner des complications chroniques. C’est ce caractère silencieux qui rend la lutte particulièrement difficile. Une personne infectée peut ne présenter aucun signe apparent tout en contribuant à la persistance de la transmission. Consciente de cet enjeu, l’Organisation mondiale de la Santé a lancé en 2000 le Programme mondial pour l’élimination de la filariose lymphatique. L’objectif est double : interrompre la transmission et prendre en charge les personnes déjà touchées par les complications de la maladie.

Les Comores lancent leur combat en 2001



Aux Comores, la filariose lymphatique était présente dans les trois îles. Une des trois îles était notamment connue pour l’importance des complications physiques observées chez les personnes atteintes. En 2001, le ministère de la Santé a

engagé un programme national d’élimination. Des campagnes de traitement de masse ont été organisées avec l’association de la diéthylcarbamazine et de l’albendazole. Plusieurs campagnes ont été menées jusqu’en 2007. Mais la bataille n’était pas encore gagnée.

L’évaluation réalisée en 2012 a montré que la transmission persistait dans certaines zones, obligeant le pays à reprendre ses efforts. De nouvelles campagnes ont ainsi été organisées, notamment en 2017 et 2019, avec le soutien de l’OMS et de l’initiative ESPEN.

Mohéli et Anjouan franchissent des étapes importantes
Les efforts engagés au cours des dernières années commencent à porter leurs fruits. Mohéli et Anjouan ont franchi des étapes importantes dans le processus d’élimination. Mais une précision demeure essentielle : l’absence de transmission active ne signifie pas que la maladie et ses séquelles ont disparu de la population. Des hommes et des femmes continuent de vivre avec les conséquences de la maladie contractée plusieurs années auparavant. Leur prise en charge reste donc indispensable.

Dr Chamssoudine MOHAMED,
Spécialiste en Sante Publique

AC

CF

OCTOBRE ROSE 2026

P

R

O

G

R

A

M

M

E

SAMEDI 19 SEPTEMBRE		CONFÉRENCE DE PRESSE + CARAVANE (MORONI)
SAMEDI 26 SEPTEMBRE		PRIÈRE POUR DÉFUNTS ET MALADES + SENSIBILISATION
SAMEDI 17 OCTOBRE		JOURNÉE SPORT TAE BO ALLIANCE FRANÇAISE
SAMEDI 24 OCTOBRE		SOIRÉE DE GALA HOTEL RETAJ
SAMEDI 07 NOVEMBRE		MARCHE ROSE
DU 05 OCTOBRE AU 05 NOVEMBRE		CAMPAGNE DE DÉPISTAGE MORONI MUTSAMUDU I POMBONI
DU 26 SEPTEMBRE AU 07 NOVEMBRE		RENCONTRE AVEC LA POPULATION POUR LA SENSIBILISATION AU DÉPISTAGE PRÉCOCÉ

DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE

PROJET DE RESILIENCE DES SYSTEMES ALIMENTAIRES AUX COMORES
(FSRP_KM, P177816), DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM

COORDINATION NATIONALE DU PROJET

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AVIS DE MODIFICATION ET DE PROROGATION DU DÉLAI DE SOUMISSION

Le Projet de Résilience des Systèmes Alimentaires (FSRP-KM), financé par la Banque mondiale, porte à la connaissance de l’ensemble des candidats et du public que les questions et réponses relatives au Dossier d’Appel d’Offres (DAO) concernant le marché relatif à la construction d’un Magasin de stockage des provendes avec bureaux vitrés, structure métallique et bâtiments annexes en maçonnerie (restaurant, vestiaires et douches) ont été intégrées au DAO sous forme d’annexe.

Les documents ainsi mis à jour sont disponibles et peuvent être consultés sur le site internet du FSRP-KM à l’adresse suivante : <https://fsrp-km.org/appel-doffre/>

À cet effet, tous les candidats sont invités à prendre connaissance des questions-réponses annexées au DAO et à en tenir compte dans la préparation de leurs offres.

Par ailleurs, le FSRP-KM informe les candidats de la prorogation du délai de soumission des offres. En conséquence, les dates et heures initialement prévues sont modifiées comme suit :

Désignation	Date et heure
Date limite initiale de soumission	30 septembre 2026 à 14 h 00
Nouvelle date limite de soumission	9 octobre 2026 à 10 h 00
Date et heure d’ouverture des plis	9 octobre 2026 à 10 h 00

La visite du site est fortement recommandée aux candidats afin de leur permettre d’apprécier les conditions d’exécution des travaux, les caractéristiques du site ainsi que les éventuelles contraintes susceptibles d’avoir une incidence sur la préparation de leurs offres.

Les candidats sont invités à prendre toutes les dispositions nécessaires afin de soumettre leurs offres dans le respect de la nouvelle date et heure limites indiquées ci-dessus. Les autres dispositions et conditions du Dossier d’Appel d’Offres demeurent inchangées, sauf celles expressément modifiées par le présent avis et les questions-réponses annexées au DAO.

Fait à Moroni, le 28 septembre 2026